

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 150
Octobre 2023

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

y a-t-il un conflit de générations chez les anarchistes

A notre avis, la réponse est négative.

Les libertaires, dès 1920, s'étaient retrouvés dans une situation similaire à la nôtre, toutes choses égales par ailleurs. A l'époque, il ne fallait pas critiquer la patrie du socialisme, le pays du socialisme réel, la patrie des travailleurs... parce que toute critique rangeait nos anciens dans le camp des suppôts du capitalisme, dans le rang des traîtres à la classe ouvrière. Pourtant peu de temps après les débuts de la Révolution russe, on vit les bolchevicks massacrer les marins de Cronstadt, les Makhnovistes... et pourchasser toute opposition aux nouveaux tsars rouges. Puis vinrent les purges, les procès de Moscou, le pacte germano-soviétique en passant par la famine organisée en Ukraine. Ce furent des millions de personnes qui furent déportées, emprisonnées, affamées ou fusillées. Les élites intellectuelles françaises entre autres fermèrent les yeux durant quelques décennies. Avant la Seconde Guerre mondiale, il ne fallait pas faire le jeu du national-socialisme. Après-guerre, il ne fallait pas être dans le camp des impérialistes américains. Guerre froide obligeait. Pourtant les staliniens organisèrent un vaste système concentrationnaire, précurseur de celui de l'Allemagne nazie. Mettre dos à dos le stalinisme et le nazisme, c'était déclenché les foudres de la bien-pensance dite prolétarienne. Personne aujourd'hui, ou du moins plus grand monde n'oserait glorifier les régimes stalinien et national-socialiste. Il en a fallu du courage à nos compagnons pour ne pas sombrer et maintenir un point de vue anarchiste dans une période peu propice au développement de nos idées. Même si la Révolution espagnole de 1936 apporta un souffle salutaire à l'anarchisme.

Aujourd'hui, de la même manière, nous affrontons un nouveau stalinisme à travers les pratiques du wokisme et de la cancel culture.

Nous n'aurions pas le droit de critiquer l'Islam sous couvert que c'est la religion des opprimés. Nous n'aurions pas le droit de critiquer ceux qui se réclament d'intérêts particuliers sur les plans de la sexualité, de la couleur de peau...

Les libertaires ont une force extraordinaire, c'est celle de

leur critique, celle qui analyse de manière non dogmatique mais aussi propose une alternative d'égalité économique et sociale. Pour être plus clair, l'anarchisme entend détruire le système d'exploitation et de domination pour lui substituer une société fédéraliste libertaire, d'écologie sociale et libertaire dans une société sans Etat ni salariat. Les anarchistes sont toujours révolutionnaires.

Si l'on prend l'intégrisme musulman et l'extrême-droite nationaliste, nous nous apercevons que ce sont deux faces de la même pièce, qu'ils s'alimentent l'un l'autre. Nous pourrions mettre dans le même sac tous les intégrismes religieux car toute religion est facteur d'oppression et c'est la raison d'être des anarchistes de lutter contre toute oppression et toute domination. Mais ce n'est pas parce que telle religion est la religion des opprimés que les anarchistes doivent soutenir cette religion. Toute religion est dogmatique et liberticide ; toute religion est ennemie de la libre pensée. Les catholiques irlandais ont subi le joug des protestants anglais ; les anarchistes n'ont jamais soutenu le clergé catholique dont on sait maintenant qu'une partie a trempé dans bien des affaires de pédo-criminalité, tout comme au Canada et chez nous en France. Nous pourrions faire le tour du monde de toutes ces religions, quelles qu'elles soient y compris chez les orthodoxes juifs et les bouddhistes, prises dans des scandales de pédophilie. Jusque dans de nombreuses écoles coraniques au Maghreb et dans plusieurs pays d'Afrique subsahariens.

Les religions aiment les autocrates et ces derniers le leur rendent bien. Les projets sociétaux des religieux ne valent guère mieux que ceux des nationalistes d'extrême-droite. Les anarchistes sont pour la stricte égalité des droits, la liberté d'expression et d'organisation mais aussi la laïcité, n'en déplaise à toutes les personnes qui prônent le port du voile en France et qu'on ne voit pas beaucoup de musulmanes lutter pour que les femmes qui ne veulent pas porter le voile en Iran, en Afghanistan, Arabie Saoudite... soient autorisées à le faire. La liberté serait à sens unique : le voile pour toutes. Nous ne sommes pas dupes et nous ne nous tairons pas. D'autre part, il n'est pas question non plus pour nous de remplacer la lutte des classes par la lutte des races. Nous n'affectionnons pas non plus la lutte

des places. Car souvent, c'est bien de cela dont il s'agit : le pouvoir et l'autorité.

L'universalisme tant décrié ces derniers temps est pourtant un rempart contre la tyrannie. Nous entendons par universalisme cette entité qui englobe tous les êtres humains et qui n'admet d'autorité que dans le consentement universel. Les anarchistes sont des humanistes libertaires ; tous les citoyens du monde doivent être respectés et ont le droit à l'égalité dans les faits et non comme une devise inscrite sur un fronton d'école ou de mairie. Nous réitérons notre position internationaliste et non raciale. Notre planète est vaste et il faut bien apprendre à vivre ensemble. A moins de s'expatrier sur une autre planète où la vie serait possible, mais là nous sommes dans la fiction, à ce jour. Que l'on soit gros, petit, géant, homosexuel, homme ou femme...l'orientation sexuelle, ethnique ou ceux et celles qui ont un handicap physique ou mental...personne ne choisit réellement d'être né sur les trottoirs de Manille ou d'ici comme dans une certaine chanson. Pour autant, il faut accepter les autres dans leurs différences à condition que celles-ci n'entravent aucunement la liberté individuelle, si chère à nos yeux. Les luttes d'intérêts particuliers s'inscrivent très bien dans le schéma de pensée de l'économie de marché, cette économie que nous combattons car nous souhaitons éliminer les inégalités sociales, ces dernières étant créées de toute pièce par un système bien huilé qui profite à une minorité. C'est pourquoi, constatant que les questions sociales deviennent secondaires au profit des questions identitaires, nous devons réagir et réaffirmer haut et fort nos principes libertaires.

Mais certaines personnes s'engouffrent dans des espaces de parole dont elles entendent assigner à résidence ceux et celles qui ne seraient pas d'accord avec leurs vues identitaires. On relègue alors les dissidents dans le camp ennemi. On en revient au stalinisme d'antan sous une forme plus moderne (post-moderne) et différente mais néanmoins tout autant préjudiciable à un débat serein et pacifié.

Les critiques du stalinisme par les anarchistes n'impliquaient nullement un ralliement aux thèses national-socialistes. Les critiques de l'identitarisme n'impliquent pas de la même manière un ralliement à des thèses racistes, anti-féministes, colonialistes, homophobes... C'est tout le contraire, à condition de pouvoir en débattre et d'étayer ses propos qui peuvent être contradictoires. Notre communauté, c'est la communauté humaine universelle, pas celle des identitaristes bien souvent nombrilistes et narcissiques qui de facto divisent l'Humanité pour le plus grand profit du capitalisme qui lui n'a pas de frontière et qui assoit encore davantage son pouvoir de jour en jour.

Avec de tels complices wokistes, l'extrême-droite jubile et continue sa percée médiatique et électorale. Il ne suffit

pas de se retrancher derrière le dernier livre de Julia Cagé et Thomas Piketty où Julia Cagé considère que le vote du monde rural en faveur du Rassemblement National s'expliquerait par des motifs économiques, et non identitaires. C'est finalement la thèse du livre. Les Français ne seraient pas racistes, mais auraient été déçus par la droite et la gauche au pouvoir...

Nous n'avons malheureusement pas la même analyse car contrairement à ces économistes qui ont analysé moult élections et graphiques, nous travaillons pour certains d'entre nous en usines, sur le port...bref dans le milieu ouvrier. Et les travailleurs, hormis les militants et encore, n'aiment pas beaucoup, et c'est un euphémisme, les Arabes, pour faire court. A force d'images médiatiques répétées de migrants arrivant à Lampedusa, le commun des mortels se voit déjà envahir par des hordes d'étrangers...Dans les grandes entreprises, les militants arrivent à détourner ce racisme en ayant un discours de classe pour que la colère des ouvriers se retourne contre le patronat. Le jour où cette digue cèdera, le racisme s'étalera à grands flots. En réalité, les temps changent mais les diatribes racistes des années de l'Affaire Dreyfus, puis 1930...refont surface en se réactualisant mais toujours avec les mêmes ressorts : la peur de l'autre notamment. Le système aime diviser pour mieux régner. Plus il divise, plus il assoit son emprise.

Concernant l'anarchisme, la nouvelle génération de militants n'a aucun intérêt, sous couvert de tolérance, à se laisser manipuler par des identitaristes, idiots utiles du système capitaliste.

Par contre, ce qui est en jeu à court terme, c'est l'habitabilité sur la terre, le dérèglement climatique et la crise écologique qui s'ensuit mettant sous pression nos conditions d'existence. Les tenants des industries fossiles veulent continuer à polluer l'air, les océans, les nappes phréatiques, le sol...Les questions identitaires ne seront d'aucun secours pour sauver la planète. Face à l'enjeu de la question écologique, nous sommes dos au mur et les militants anarchistes doivent réfléchir en tant qu'anarchistes aux défis à relever dès aujourd'hui et pour les prochaines décennies. Nous ne sommes ni dupes ni naïfs, les Etats et les élites dirigeantes nous appelleront bientôt à l'union sacrée sur la question écologique afin de continuer à engranger leurs profits et surfer sur une bonne conscience très jésuitique.

La pollution n'a pas de frontière, le dérèglement climatique non plus. Il est temps de renouer avec une Internationale anarchiste, une Internationale qui aura des valeurs de solidarité et anti-autoritaires au sens historique du terme, bref une Internationale sans barrières ni frontières.

Patoche (GLJD)



L'anarchiste est-il optimiste ou pessimiste ?



Rude question. A regarder les dernières décennies, nous constatons que nous avons perdu sur bon nombre de sujets et dans de nombreux domaines. Dernièrement nous avons perdu sur les retraites. Mais ce n'est pas une première. D'ailleurs les deux seules fois depuis l'après Seconde Guerre mondiale où nous avons gagné (enfin pour garder le statu quo) ce fut en 1953 (pour les fonctionnaires) et en 1995 contre Juppé (toujours pour conserver le statu quo). Donc aucune véritable victoire pour obtenir de nouveaux acquis. Mais des défaites petit à petit. Sans compter celle à venir où la probable élection d'Edouard Philippe à la présidentielle de 2027 nous amènera vers les 66-67 ans, histoire de s'aligner sur d'autres pays européens. Les travailleurs auront le choix entre l'extrême-droite et la droite libérale. Sauf sursaut hypothétique du monde du travail.

Nous continuons de perdre sur les services publics. La santé, où de plus en plus de nos concitoyens hésitent ou ne se font plus soigner faute d'argent. L'hôpital est asphyxié faute de moyens financiers et humains avec un personnel de plus en plus maltraité. L'école publique, de même perd, face à l'école privée toujours davantage favorisée et qui n'en finit pas de faire plonger l'école dite de la République dans les abîmes. Dans certaines écoles et collèges, on cherche la mixité sociale.

L'antimilitarisme où nous avons du mal à faire entendre notre voix libertaire et pacifiste. Il faut souligner que c'est sous la gauche de Hollande, président socialiste, que la France est devenue le troisième exportateur d'armes au monde. Ces mêmes socialistes qui tiennent des discours sur les droits de l'homme, qui font la morale aux autres pays et qui vendent des armes à des pays belligérants et peu enclins à mettre en place ces fameux droits de l'homme. Où se trouve l'éthique chez les socialistes qui défendent l'emploi comme si les usines d'armement ne pouvaient pas être réorientées vers d'autres productions plus utiles socialement et qui pourraient ainsi entrer dans le cadre d'une relocalisation, de la métallurgie, par exemple. Et ce SNU, coûteux, qui nous embrigade une partie de la jeunesse. Et l'uniforme à l'école qui pointe son groin.

La religion où l'intégrisme catholique et protestant prolifère. Ainsi que la religion musulmane avec des islamistes qui utilisent l'école comme terrain de jeu à des fins de propagande.

Le nucléaire qui serait devenu une énergie propre s'il ne comportait pas autant de déchets radioactifs pour les générations futures et ce pendant des milliers d'années. Sans compter les dangers d'une fuite, d'une explosion...ce qui n'est pas une vue de l'esprit au regard de Tchernobyl, Fukushima...Pour certains écologistes, il semblerait que la lutte contre les énergies fossiles implique la nécessité du

nucléaire. Que de temps perdu depuis les années 70 où les investissements pour la transition écologique n'ont pas été faits. Nous payons ce retard aujourd'hui.

La lutte anti-carcérale perdue, disait Serge Livrozet, à juste titre. Il n'y a jamais eu autant de prisonniers dans des prisons bondées et délabrées pour certaines, de surcroît. Et on continue à construire des prisons...et on continue à se dispenser de la prévention...

Malgré une mobilisation féministe, le nombre de féminicides ne baisse pas. Et l'éducation machiste continue et on est toujours loin de l'égalité salariale homme-femme.

La police hors-la-loi de Maurice Rajsfus est toujours présente. Les violences policières font régulièrement la Une des médias.

La pauvreté ne régresse pas et les Restos du cœur de Coluche qui ne devaient durer que quelques années perdurent. L'Etat en vient même à subventionner ces œuvres caritatives à coup de millions ainsi que les plus fortunés comme Bernard Arnault. Il ne faut pas que la misère soit trop visible dans le pays de l'égalité. Il faut contenir une éventuelle colère. On estime à 35% les gens qui ne font plus trois repas par jour. Mais un pauvre est-il libre ? On pourrait disserter longtemps sur la devise de la République. Combien d'enfants ne partent plus en vacances ? Où est le bon vieux temps des colonies (rien à voir avec Sardou). Sans compter les mal-logés...les sans-abris...

Le racisme s'accroît. L'extrême-droite prolifère. C'est comme la peste de Camus, ce sont des phénomènes qui peuvent s'atténuer mais qui ne disparaissent pas. Ils reviennent quand c'est leur heure. Le nationalisme aussi fait fureur. L'antisémitisme n'a jamais disparu et il suffit par exemple des propos de figures de Civitas pour nous le rappeler.

A ces problématiques déjà anciennes, nous en avons vu de nouvelles venir se greffer plus récemment: la Covid, le dérèglement climatique, la guerre en Ukraine...Et puis, les libertaires sont des militants rationalistes. Nous pesons bien peut-être face aux sphères complotistes qui puisent leur origine aux Etats-Unis et en Russie avec de gros moyens financiers derrière. L'extrême-droite zemmourienne et diverse s'y investit. La politique n'est que tromperie.

Et nous pourrions lister encore plusieurs sujets qui nous tiennent à cœur et où nous représentons la mémoire des vaincus.

Tout cela pour dire que tout le militantisme dépensé dans les luttes spécifiques (antiracistes, antifascistes, comité

d'action des prisonniers...) n'ont pas porté leurs fruits comme escomptés. Pourtant ces luttes étaient et sont toujours légitimes. De même pour les compagnons qui se sont investis corps et âme dans le syndicalisme. Nous pouvons en tirer les conclusions qui s'imposent. La CGT-SR en 1926, la CNT en 1946 puis aujourd'hui en 2023... C'est pratiquement un siècle d'expériences syndicales « autonomes » qui n'ont pas abouti. Le constat est le même pour ceux et celles qui ont intégré, avec ou sans responsabilités syndicales, les syndicats dits représentatifs. Quelques puristes nous diront que quelques centaines d'adhérents à la CNT, CNT-SO, c'est toujours davantage que la moindre organisation anarchiste, et ce n'est pas faux. Mais ces centaines d'adhérents ne sont pas anarchistes... Pour autant, loin de nous l'idée de dire par simplification que le syndicalisme est aujourd'hui inutile. On peut se syndiquer mais ce n'est pas suffisant pour changer l'ordre des choses.

Alors que faire ?

Nous savons par expérience ce qu'il ne faut pas faire et c'est déjà un bon point de départ. Soutenir un gouvernement de gauche, plurielle ou pas, ne relève au final que d'un accompagnement « social » du capitalisme. Et encore. Parfois la gauche au pouvoir fait parfois pire que la droite ou ne s'en éloigne guère : loi travail (loi El Khomri), loi Touraine/retraites sous Hollande... Le programme de la France insoumise aujourd'hui ne remet absolument pas en cause la propriété privée des moyens de production, la loi du marché, bref ce qui fait le capitalisme. Avec Mélenchon, on est dans le flou et quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup disait titine Aubry. Donc le projet de société des « insoumis » laisse à désirer surtout s'il y a négociation avec le PC, le PS et les Verts. Ce qui a tendance à tirer vers le bas les réformes qu'il faudrait, ne serait-ce que pour la nécessaire transition écologique.

Nous avons vu pendant les grèves à propos des retraites, une organisation « Révolution permanente » qui s'est illustrée à plusieurs reprises notamment dans la région havraise. Si sympathique puisse être le volontarisme de ses militants, nous ne suivrons jamais des personnes qui prétendent que le léninisme est une véritable alternative politique. Car c'est bien de cela dont il s'agit : créer un parti ouvrier de classe pour diriger la classe ouvrière. De Proudhon à Bakounine et jusqu'à David Graeber, les libertaires ont toujours pensé que l'étatisation de l'économie, que ce soit en Russie stalinienne, en Chine et partout où elle a été appliquée, a créé une nouvelle bureaucratie qui a pris le pouvoir et la dictature s'est faite sur le prolétariat. Une nouvelle classe privilégiée est apparue et l'exploitation ouvrière est restée en l'état, voire s'est empirée. En réalité, le léninisme outre l'exploitation continue du peuple lui soustrait en plus la liberté de penser et de manifester. Une fois au pouvoir, ce sont les mêmes qui dénoncent ceux et celles qui se rebellent contre le joug des nouveaux maîtres.

Donc pas question pour nous de tendre le bâton pour se faire battre. Les léninistes font un bout de chemin avec les libertaires pour mieux les éliminer à la première occasion. Les partis d'avant-garde aspirent à la prise de pouvoir, à diriger, à instrumentaliser le mouvement syndical et le mouvement social.

Pour résumer, pas question de baisser les bras face au capitalisme « triomphant » qui nous entraîne vers le bas et vers la catastrophe écologique. Pas question de s'acquiescer avec les politiciens, institutionnels (Nupes) ou non (diverses fractions d'extrême-gauche). Car certains tentent des opérations séductions. Pour être clair, pour nous un trotskyste libertaire, c'est un trotskyste et un marxiste libertaire est un marxiste. L'anarchisme est suffisamment riche de penseurs et de pratiques sans qu'on ait besoin de créer un mélange antinomique.

Alors quelles pistes nous reste-t-il ?

Et bien de plus en plus de jeunes libertaires (et parfois de bien plus vieux) s'investissent dans des ZAD, parfois avec succès comme à Notre-Dame des Landes. D'autres montent des communautés indépendantes à quelques-uns en expérimentant une vie en commun à la campagne (Basse-Normandie, Gers...). Ils créent de fait des espaces alternatifs, des lieux de vie... en mettant de l'argent ensemble pour acheter une maison à retaper et un terrain pour cultiver des légumes bio... Aux Etats-Unis, plusieurs personnes après quelques années de travail achètent un immeuble en ville où le rez-de-chaussée est consacré au travail autogéré (mise en place d'ateliers divers : réparation de vélos, peinture, sculpture, couture...). Les machines à laver, sécher le linge... sont à partager selon un planning établi en réunion (hebdomadaire, mensuelle...). Les participants peuvent prendre leur repas en commun ou dans leur appartement, selon l'envi du moment. Bien sûr, tout n'est pas idyllique : conflit de personnalités... mais certains projets tiennent depuis des années. Une autre sociabilité est donc possible dès aujourd'hui. Mais ce fonctionnement ne convient pas à tout le monde.

Cette tentative coopérative et d'entraide fondée sur l'auto-gestion est une réponse cohérente pour vivre dès maintenant « notre anarchisme ». On nous rétorquera que le système capitaliste dont nous dépendons ne sera pas pour autant aboli. Certes, mais si on peut vivre mieux en accord avec nos convictions, pourquoi pas. Et un agrégat de petites entités libertaires peuvent donner des idées et peut-être un nouveau souffle libertaire. Les expériences sont toujours utiles, ne serait-ce que pour voir ce qui n'a pas fonctionné.

Une deuxième piste qui nous semble intéressante et susceptible d'agréger davantage de militants est celle de l'écologie sociale et libertaire. Le dérèglement climatique s'invite au menu depuis une quarantaine d'années et est

devenu une thématique centrale car vitale pour tous et toutes.

Nous constatons que les enjeux climatiques ne sont pas considérés à leur juste réalité/gravité par les gouvernants. Nous ne souhaitons pas donner dans le catastrophisme quoique les catastrophes soient déjà là. Le gouvernement Macron dit avoir pris la mesure des enjeux du réchauffement. Mais les initiatives sur le climat se font attendre et le réchauffement ne semble pas une priorité de l'exécutif qui saupoudrera de quelques milliards quelques mesurette à terme, histoire de se donner bonne conscience et être dans le tempo à la mode. Leurs priorités de rentrée sont ailleurs. Les financements verts se font attendre et si nous ne bougeons pas, ils seront à nouveau différés. Là où les anarchistes ont leur partition à jouer, c'est que dans le domaine écologique nous sommes sur un terrain transversal où le volet social ne peut-être disjoint du volet écologique. Et quand on est sur le terrain, on n'aime pas que des technocrates nous disent quoi faire du haut des gradins ou du bas de leurs strapontins hors sol. La transition écologique ne peut se faire sans les travailleurs et a fortiori contre eux. Nous avons un avantage, c'est que pour une fois, il y a un consensus des scientifiques sur ce réchauffement climatique qui vient encore plus vite que prévu. La baisse des émissions de CO2 est primordiale et tout le monde devra s'y coller. Le monde des affaires freine des quatre fers. Les mesures qui seront prises doivent intégrer que c'est le capitalisme prédateur qui nous a conduit là où nous en sommes et qu'il ne doit pas tergiverser pour rendre des comptes et payer. Que le capitalisme doit donc impérativement financer la transition écologique. Que demander aux gens d'agir individuellement à leur niveau ne peut que déresponsabiliser les fauteurs de troubles : les capitalistes. Que se cantonner aux changements de réglementation est insuffisant. La décarbonation totale ne peut se satisfaire de pansements sur une jambe de bois. Quand on constate qu'un pays comme le Kenya tire 90% de son électricité de sources renouvelables, on peut raisonnablement penser qu'un pays comme la France pourrait largement en faire autant.

Les pauvres n'ont pas à payer la crise climatique, ils n'en sont pas responsables contrairement à d'autres bien identifiés (Shell, Total...). Et c'est encore plus vrai pour l'Afrique. Si la pandémie a engendré une crise économique suivie d'une inflation difficile à juguler, les gouvernements ont les moyens d'agir pour mettre un terme à ces difficultés. Par contre les conséquences du dérèglement climatique sont bien plus graves et même si nous arrivions à limiter nos émissions de manière drastique, le réchauffement des océans ne diminuerait pas comme par magie immédiatement. Et là encore, ce sont les plus pauvres qui feront les frais de l'incurie des dirigeants. Il faut donc marcher sur ses deux jambes. D'une part diminuer les émissions, d'autre part mettre en œuvre des projets pour limiter la casse. C'est-à-dire qu'on doit se donner les moyens d'adou-

cir la hausse des températures.

Les libertaires n'attendent pas grand-chose de l'Etat mais entendent peser sur les communes (au sens large) qui ont davantage de moyens d'agir à condition de ne pas les étrangler financièrement comme c'est le cas aujourd'hui. La végétalisation en ville, le reboisement, l'instauration de haies dans les champs...sont du domaine de la commune qu'elle soit petite ou plus grande, rurale ou urbaine. Il nous faut trouver des solutions pour adoucir la vie des gens dans tous les sens du terme : vivre mieux en satisfaisant tous nos besoins qui devraient être adéquats à chaque époque et trouver une adaptation à la hausse de la chaleur ou à la montée des eaux.

Pomper les nappes phréatiques pour arroser les gros de l'agroalimentaire est à bannir. Il faut remettre à plat notre mode de fonctionnement, nos valeurs éthiques libertaires et environnementales.

Les anarchistes peuvent proposer des solutions comme celles des Bourses de l'écologie sans pour autant singer les Bourses du Travail.

Nous avons à multiples reprises proposé des solutions alternatives sur le site du Libertaire. Nous reviendrons dans un format plus construit avec des pistes nouvelles. Tout en sachant que l'esprit libertaire ne ferme pas les portes mais au contraire les entrouvre vers d'autres horizons, de ceux qui n'ont rien à voir avec Edouard Philippe et encore moins avec le R.N.

Un autre futur est à construire ; nous avons le choix entre subir une démocrature qui se profile, basée sur les profits de la décarbonation, ou créer une alternative avec les travailleurs pour une société fédéraliste libertaire dont l'écologie sociale serait le pivot.

Patoche (GLJD)



Le complotisme tue

Les climato-sceptiques sont à la solde de qui ?

C'est plus facile de consulter un site complotiste en ligne que d'ouvrir des livres traitant de l'anarchisme bien que ces derniers soient lisibles par le plus grand nombre. D'où la difficulté aujourd'hui de faire connaître nos idées. La prégnance de l'univers complotiste très proche de l'extrême-droite impressionne. Les complotistes tissent leur toile sur internet. Leurs thèses deviennent une baguette magique qui fait sembler paraître vrai ce qui est impossible. Leurs mots inondent tout, tel un langage populaire à large spectre. Ils se prennent les uns pour des prophètes, les autres pour des prêtres officiant pour leur paroisse. Finalement le complotisme est une religion comme les autres. Des offrandes de thèses, des gestes épistolaires et des voix qui s'élèvent pour retranscrire l'invraisemblance en vraisemblable. Comme pour le religieux, on prend pour argent comptant. On ne vérifie pas un dogme, on l'admet sans discussion. Le complotisme, c'est la réinvention de soi à travers les passerelles entre les uns et les autres, pourvu qu'on soit du même monde de menteurs. On communique avec le mensonge pourvu qu'il soit crédible. Les croyants s'emmurent et s'évertuent à rester entre eux, ceux qui ont la connaissance dont il est difficile de s'en départir, telle une secte qui empêche d'éclorre la personnalité de tout individu. Leur vérité se met à rayonner quand on parle d'eux. Tout ce qui aurait dû les opposer les rapproche ; chacun accepte la version patentée par les gourous de tel ou tel complot. A chaque nouveau converti, le ballet des fausses idées se chorégraphie et se multiplie. L'esprit critique est démantelé, combattu et gare à l'apostasie. Les gourous inventent un langage-filtre qui enfume les esprits pour mieux les contrôler. Il nous devient de plus en plus difficile de lutter contre cette nouvelle religion. Pour preuve, le consensus

scientifique à propos du réchauffement climatique est battu en brèche par les climato-sceptiques. On constate en ce moment-même une vague de chaleur inédite pour un mois de septembre et cela coïncide avec un regain de climato-scepticisme. Le dérèglement climatique tue. Son déni aussi car travestir la réalité aggrave de fait la situation de millions de personnes. Etonnant, non ! Comme disait Desproges dont l'impertinence et l'humour nous manquent tant.

A l'autre bout du spectre des philosophes, des anthropologues qui fleurent bon l'université et la connaissance. Pour eux, « toute tentative pour créer un éthos véritablement égalitaire sur la base des principes de la déférence formelle est en dernière analyse vouée à l'échec ». C'est beau. La formulation est brillante ; certains diront abstraite. Nous ne sommes plus dans le complotisme mais dans le ronronnement des opinions. A-t-on perdu l'art de nouer le savoir et sa compréhension ? Comment prendre en compte de manière simple et explicite les questions qui taraudent les militants depuis deux siècles. Des brèches s'ouvrent mais il faut agir vite car elles se referment rapidement sous les coups de nos ennemis. Il nous faut écrire dans une forme libre, vagabonde ; ce qui nous intéresse, c'est de capter la singularité d'un regard, la singularité d'un individu qui pourrait nous ouvrir de vastes horizons et faire découvrir d'autres univers que ceux qui nous sont imposés. Ainsi des fenêtres s'ouvrent vers d'autres formes possibles d'existence sociale. A nous de les ouvrir davantage. Des fenêtres grandes ouvertes vers un autre futur où le rationnel primera sur le non-sens, les dogmatismes, les fake-news...

Ti Wi (GLJD)

La liberté des libertaires

Ce à quoi les économistes font référence lorsqu'ils parlent de liberté, c'est la liberté de faire des affaires, de gagner de l'argent. Les affaires sont les affaires disait Octave Mirbeau. Ce à quoi les politiciens font référence lorsqu'ils parlent de liberté, c'est la liberté de voter pour un parti ou un autre. Pour eux, l'important c'est de voter, c'est la délégation de pouvoir. Ces libertés sont les conditions et les exigences de l'esclavage réel. Qu'est-ce que la liberté ? La liberté est le plein développement de l'autonomie et de la créativité humaines, sans interférence ni tutelle en dehors de la volonté des individus. Et s'il y a ceux qui acceptent réellement les hiérarchies, les ingérences et la tutelle, c'est leur droit ; ce qu'ils n'ont pas le droit de faire, c'est de les imposer à ceux qui les rejettent. Mais ce qui caractérise la hiérarchie est son caractère ex-

pansif et omniprésent, englobant tout ce qui est humain, mais aussi de la nature... Elle ne laisse donc aucune décision aux individus, Rien ni personne ne peut y échapper. La hiérarchie ne peut accepter des poches de liberté, de résistance, sans renoncer à elle-même, sans assister à sa décomposition. C'est un régime totalitaire, aussi démocratique soit-il. Il n'y a personne en dehors d'elle.

Selon un cliché répandu favorable aux intérêts de l'autorité, la liberté de l'un prend fin quand celle de l'autre commence. Ceci, en réalité, fait de l'individu le gendarme volontaire de ses semblables. La liberté est ici comprise dans un sens fermé et univoque – une contradiction conceptuelle. C'est conçu comme si chacun possédait son propre terrain de liberté, comme la propriété privée

D'un autre côté, Bakounine a déclaré que plus ceux qui l'entouraient étaient libres, plus ils le seraient et vice versa. La liberté est une relation sociale réciproque, qui s'étend ou se contracte selon la personne en présence. Plus la société, dans son ensemble, est libre, plus l'individu, sa partie, est libre.

Cependant, nous sommes loin du compte. En dehors du concept philosophique, la réalité nous rattrape. La pauvreté alimentaire fait son grand retour en France et l'on sait qu'on ne peut être libre si on ne peut pas se loger décemment, pas se nourrir correctement, pas étudier, pas se soigner...

Sous couvert de la guerre en Ukraine, du réchauffement climatique, des défaillances dans les échanges suite à la Covid...les grandes marques de l'agro-alimentaire augmentent leurs marges aux dépens des travailleurs et des chômeurs les plus pauvres. L'insécurité alimentaire est bien présente ; elle est due à une hausse des prix de plus de 21% sur deux ans. Les restos du cœur, le Secours populaire...sont dans le rouge et ne peuvent plus répondre à la demande qui croît. Ce sont les coûts en augmentation qui seraient répercutés par les sociétés de l'agro-alimentaire. C'est un gros mensonge car les coûts n'ont pas augmenté d'autant et il suffit de regarder les marges que se font ces sociétés pour constater que l'effet d'aubaine est bien présent. Une véritable honte pour des cyniques qui ne doivent malheureusement guère en éprouver..

Nous le répétons souvent : le poids des consommateurs associés dans une démarche de boycottage serait d'une efficacité redoutable. Mettre à l'index un produit ne coûte rien au consommateur ; par contre il peut faire plier les spéculateurs, ces prédateurs qui profitent de la situation sans gêne. Leurs profits sont en totale déconnexion avec la réalité sociale que vivent les plus démunis.

Ne plus acheter tel ou tel produit de manière concertée permettrait de faire chuter les prix. Contre les cyniques, nos armes sont le rapport de force, la solidarité et l'action collective.

L'incurie du gouvernement est à nouveau démontrée. Non, les prix dans l'alimentaire ne reviendront pas à leur niveau d'avant crise. L'inflation n'est pas jugulée et certains économistes la voient même s'installer encore quelques années contrairement à ce qu'avait annoncé Lemaire.

Mettre le pouvoir d'achat à l'ordre du jour quand les travailleurs étaient mobilisés pour lutter contre la réforme des retraites de Macron aurait été une action conséquente et utile. Notre prochaine lutte, en dehors de l'action climatique, devra porter sur l'augmentation des retraites, des salaires, des indemnités chômage, des bourses étudiantes...Laisser ce thème à Marine Le Pen est une grossière erreur.

D'autre part entamer un cycle de grèves saute-moutons à nouveau ne peut que nous envoyer dans le mur.

Que signifient les mots liberté ou solidarité dans la bouche des autoritaires ? C'est précisément le contraire de l'éthique libertaire: imposition de leurs choix sans concertation réelle, autoritarisme avec l'utilisation de la justice et de la police, hiérarchie, obligation de toutes sortes, intolérance – la tolérance, un autre concept que la politique et les médias ont travesti. Nous devrions entreprendre un combat pour rétablir le vrai sens de certains termes. En parallèle des combats économique et écologique, le combat culturel.

Bruno (GLJD)

Parti libertaire?

Pendant que je mangeais, j'avais en fond sonore un journal télévisé et, concernant les prochaines élections générales en Argentine, j'ai entendu au passage qu'on parlait d'un candidat libertaire. J'ai failli m'étouffer : comment était-ce possible pour un libertaire, un anarchiste, de choisir de présider un gouvernement ? Je me suis tout de suite souvenu de la plaisanterie que nous avait faite Daniel Cohn-Bendit lorsque, quelques années après 68, il annonçait qu'il allait se présenter aux élections présidentielles françaises (je ne me souviens plus de quelle année).

J'ai terminé mon déjeuner rapidement et j'ai commencé à chercher des informations sur ce personnage énigmatique annoncé comme candidat « libertaire » aux pro-

chaines élections présidentielles argentines d'octobre 2023. Et oui, il existe, un certain Javier Milei, président ni plus ni moins du « Parti Libertaire ». Inévitablement, je me suis aussi souvenu du « Parti libertaire », des États-Unis, un parti néolibéral dans lequel on parle d'anarchisme, d'anarcho-capitalisme, de minarchisme et d'on ne sait quelles autres formes d'anarchisme que l'on, par ignorance totale, ignore.

Et en fait, le « Parti libertaire » argentin, présidé par Javier Milei, s'identifie également à l'anarchisme, à l'anarcho-capitalisme et même au minarchisme. En approfondissant un peu, je découvre que dans les moulins à potins internationaux, ce personnage est considéré comme d'extrême droite et ultra-conservateur. Comme

il ne pourrait y en avoir moins, il semble qu'il soit un adepte de Jair Bolsonaro, Donald Trump et d'autres hommes illustres de ce genre. Je suppose que si Hitler et Videla étaient encore en vie, il les suivrait aussi...

En cherchant un peu dans le cyberspace, vous découvrirez quelques-unes des principales lignes de pensée de l'individu en question : opposition à l'avortement absolu, accès au port libre des armes, rejet d'une éducation sexuelle complète, déni du réchauffement climatique et bien d'autres subtilités.

De tout cela, ce qui fait le plus grincer mes cadres, c'est l'utilisation joyeuse et impunie des termes « libertaire » et « anarchisme » par certains de ces gens sans scrupules qui tentent de camoufler leurs ignobles idéologies d'extrême droite sous des noms qui nous ont coûté si cher. Dans le passé, il fallait expliquer ad nauseam que l'anarchie n'est pas le chaos ou le désordre, bien au contraire, et la violence non plus. Il va maintenant falloir expliquer que ces loups (je m'excuse pour la comparaison...) déguisés en agneaux n'ont rien à voir avec nous. Il semble que ce soit une histoire sans fin et nous devons y faire face, ne serait-ce que dialectiquement.

Victor Pérez Pérez

Ndr : Milei est chef du parti libertarien. Politiquement, il est classé à l'extrême droite et décrit comme liberta-

rien de droite. Milei se reconnaît comme minarchiste ou libéral-libertaire et défend un programme inspiré de l'école autrichienne, souhaitant drastiquement diminuer le poids de l'État dans la société. Il présente ainsi son « plan tronçonneuse » visant à massivement diminuer les dépenses publiques. Celui-ci comprend la suppression de plusieurs ministères (Éducation, Santé, Travaux publics et Développement social, Femmes), la libéralisation du port d'armes pour les civils et du commerce d'organes. C'est dire que c'est loin d'être un de nos amis, et c'est un euphémisme.

Ce n'est pas la première fois que certains politiciens essaient de récupérer les termes « libertaire » et « anarchiste ». De l'extrême gauche française aux extrêmes-droites du continent américain, il n'y a rien de nouveau. Certains écrivains français se disent même anarchiste de droite, ce qui est un non-sens.

C'est pour cela que les anarchistes ont tout intérêt à affirmer leurs invariants : fédéralisme libertaire, anti-étatisme, égalité économique et sociale, écologie sociale et libertaire, antimilitarisme, anti-autoritaires, athéisme, humanisme libertaire, gestion directe, action directe... Les gauchistes et les fascistes ne pourront alors tromper personne hormis les sots et les gens mal intentionnés.

Imposture écologique?

Selon les sources, entre 48 000 et 100 000 personnes meurent chaque année en France à cause de la pollution de l'air. Sécheresses, incendies, inondations, tempêtes violentes, rétractations de terrain, océans pollués, courants marins contrariés, biodiversité en berne... sont des éléments tangibles et incontestables du dérèglement climatique.

La difficulté pour les anarchistes est de concilier à la fois la lutte contre ce dérèglement et la critique des acteurs capitalistes qui à la fois nous ont conduits à la situation que nous connaissons et leur capacité à rebondir dans le capitalisme vert où tous les éléments du greenwashing apparaissent tous les jours dans la bouche des économistes et des politiciens.

La transition écologique envisagée par Macron nous accompagne dans un changement de façade. Le système capitaliste a une capacité à rebondir, à se repositionner, à s'adapter... C'est sa marque de fabrique, celle qui consiste, une fois à bout de souffle, à continuer à engranger les profits car c'est sa raison d'être : gagner le maximum d'argent et garder le pouvoir. Mais comme les

capitalistes de l'énergie, du moins la plupart, ne veulent pas tuer la poule aux œufs d'or, ils investissent dans le photovoltaïque, l'éolien... histoire de ne pas rater le coche des profits à venir tout en se donnant une image verte. Les industriels du charbon ont réinvesti dans d'autres énergies fossiles (pétrole, gaz) quand ils ont constaté que le charbon périssait et n'était plus aussi rentable. Les grandes grèves des mineurs d'après-guerre en France ont accompagné leur chant du cygne. Idem pour les Anglais sous l'ère Thatcher.

Donc, oui, les patrons réinvestissent à chaque cycle de changement dans le rentable car ils anticipent les marchés, quitte à les aiguiller. En clair, la décarbonation, la lutte contre le réchauffement climatique... sont en train de devenir le leitmotiv du patronat qui va user jusqu'à la corde ses possibilités de profits actuels dans les énergies fossiles tout en investissant dans des énergies renouvelables qui supplanteront celles qui produisent trop d'émissions de CO₂... Si nous savons que pour fabriquer des voitures électriques, des équipements photovoltaïques, éoliens... il faut utiliser beaucoup d'énergie et de matière, de l'extractivisme pour ne serait-ce que les

batteries, que faire à notre niveau? Il faut des dizaines de milliards de tonnes de matériaux silicatés pour les panneaux solaires, les ordinateurs, les portables... Merci les Chinois qui produisent quasiment les trois-quarts de silicium métal dans le monde. Le capitalisme mondial a besoin d'une croissance constante pour s'assurer de juteux profits, son appétit est insatiable, c'est le tonneau des Danaïdes. Le gouvernement français de même ne jure que par la croissance, tout en affirmant une écologie à la française.

La planification écologique du gouvernement Macron s'insère dans le cadre d'engagements internationaux en matière d'environnement. Il va falloir rattraper le retard et réduire de manière drastique les émissions de gaz à effet de serre. Macron reconnaît un triple défi, « celui du dérèglement climatique et ses conséquences, celui d'un effondrement de notre biodiversité et celui (...) de la rareté de nos ressources ». Il affiche aussi la volonté de concilier souveraineté, compétitivité et justice sociale. Tout un programme qui n'a pas été mis cependant en application lors du précédent quinquennat.

Concernant la justice sociale, en macronie, c'est pipeau-land. Il ne suffit pas de dire qu'il faut accompagner les plus modestes pour que cela se fasse par enchantement. C'est sur ce type de propos que l'on voit la déconnexion des élites libérales et technocratiques avec ce qu'il se passe dans la réalité des gens, des gens vrais pas des fichiers Excell.

Si l'on prend les vignettes Crit' Air et l'interdiction faite aux véhicules les plus polluants (4 et 5) de ne plus pénétrer en centre-ville des villes qui ont instauré une ZFE, nous allons aboutir à deux conséquences pour les milieux populaires. La première, c'est que l'interdiction de rouler dans ces zones empêchera certaines personnes de travailler en ville ou accroîtra leur temps de trajet maison-travail, ce qui ne relève pas d'une amélioration des conditions de travail. La seconde, c'est la forte probabilité de chasser des villes les plus démunies, ce qui accélérera la gentrification de certains quartiers. Voilà deux conséquences non prises en compte par les pouvoirs publics et qui pénaliseront le prolo moyen. Ce qui peut paraître progressiste est dans les faits une mesure discriminatoire envers ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter une voiture neuve comptant ou en leasing. Et ce n'est pas la perspective de pouvoir acheter des voitures électriques à 100 euros par mois annoncé par le chef de l'Etat qui changera globalement ce que nous dénonçons. Ces voitures proposées le seront au compte-gouttes et la fin du thermique s'éloigne de plus en plus.

En ce qui concerne, les PAC (Pompes à chaleur air-eau), il en va de même. C'est cette méconnaissance des travailleurs et leurs moyens financiers, qui nous sidèrent. A moins que le gouvernement ment et nous gave de mots

creux pour des maux bien réels, ceux du dérèglement climatique.

Si les PAC ont le vent en poupe, c'est qu'elles permettent de chauffer l'eau en puisant les calories de l'air extérieur, ce qui en fait un mode de chauffage « écologique ». L'Etat subventionne les PAC sous conditions : revenus, travaux de rénovations complémentaires, artisan agréé pour la pose... Mais pour qui connaît les ressources financières des Français, ce ne sont pas les plus modestes qui ont déjà bien du mal à remplir leur frigo et payer leurs factures, qui vont bénéficier de ces aides. Ceux et celles qui ont des difficultés financières ont d'autres priorités. Le plan d'aide en l'état actuel des choses, c'est de l'esbroufe quant au public visé.

Et ces PAC tant vantées par Macron ne sont pas exemptes de problèmes. Par temps froid, son efficacité diminue et sa consommation électrique augmente. On a vu certaines personnes l'hiver dernier, être moins bien chauffées avec leur PAC neuve qu'avec leur ancienne chaudière à gaz. Quand on est obligé de prendre en complément un radiateur électrique pour se chauffer, on peut se demander si ça vaut vraiment le coup. A moins que le but soit de consommer davantage d'électricité ce qui validerait les tenants du nucléaire. Donc la performance d'une PAC est liée au climat ce dont Macron ne nous parle pas.

D'autre part les nuisances sonores ne sont pas à négliger quand on veut éviter des conflits de voisinage.



La PAC n'a donc pas que des avantages, surtout que celle-ci ne peut être efficace que si le logement est bien isolé, ce qui engendre d'autres coûts supplémentaires. Et au final, en achetant une PAC, c'est un surcoût atteignant jusqu'à 7000 euros par rapport à une chaudière au gaz selon Que Choisir d'octobre 2023.

Et nous pourrions enfoncer le clou sur la dépendance de la France pour tous les ingrédients nécessaires à la fabrication des batteries et tout ce qui concerne la transition écologique. Nous avons déjà abordé la question dans un précédent article du libertaire. Sans compter cette tendance à jouer sur les peurs, tout comme les complotistes et l'extrême-droite du déni écologique, qui sert bien le gouvernement.

Pour autant, les libertaires ne peuvent-ils que se cantonner aux traditionnelles récriminations contre « le système » qui accule de plus en plus de gens à la pauvreté. Défendre les plus démunis, malgré leurs erreurs, malgré leurs fautes... ! Pour plagier Séverine (Avec les pauvres, toujours...), c'est dans notre ADN ainsi que notre combat contre les injustices, tous les pouvoirs et les dominations.

Mais les temps sont au changement climatique et il nous faut intégrer, non pour singer les gauchistes, la dimension du dérèglement climatique. Ce n'est pas parce que

les grands groupes se positionnent aujourd'hui en faveur de l'écologie, qu'il faut se désintéresser du problème écologique. Il y a certes une imposture écologique de la part des tenants du capital et du pouvoir mais cela ne nous dispense pas de contrer et de dénoncer les imposteurs. Si pour certains, l'écologie est un commerce comme un autre, ce n'est pas le cas pour les anarchistes. A ce titre, nous devons revoir nos modes d'intervention.

Nous ne sommes pas des perdreaux de la dernière couvée et nous ne sommes pas prêts à avaler toutes leurs couleuvres. Nous sommes par exemple toujours contre le nucléaire car il est potentiellement dangereux à court terme et il le sera d'autant plus sur le long terme avec l'enfouissement des déchets radioactifs. Quel cadeau pour les générations futures !

Nous restons donc sur nos deux jambes pour avancer vers un autre futur. On ne peut tenir compte du dérèglement climatique sans tenir compte des réalités des conditions de vie des travailleurs. On ne peut se battre aux côtés des travailleurs qu'en luttant aussi contre les effets du dérèglement climatique car les plus démunis, en France comme partout dans le monde, seront les premières victimes du chaos climatique.

Ty WI (GLJD)

Le concept de communisme libertaire

Le concept confédéral de communisme libertaire – V^o Congrès de la CNTE

Introduction

Nous considérons le présent travail comme quelque chose de non dogmatique, non monolithique et bien moins définitif.

En principe, le V^o Congrès s'identifie aux lignes générales du rapport sur le Communisme libertaire, élaboré en 1936. On doit prendre ce travail comme des indications pour un débat dans les syndicats qui permette un enrichissement du projet futur de société communiste libertaire.

Déclaration préliminaire

Une fois disparu l'actuel système imposé, disparaîtront aussi l'irrationnelle accumulation capitaliste et les privilèges qui en dérivent. La société procédera à une distribution égalitaire des biens produits par tous, selon le principe : de chacun ses capacités, à chacun selon ses besoins. Les indices élevés de production obtenus grâce à la technologie moderne permettent de prévoir un niveau de vie capable de couvrir les objectifs antérieurs.

Si la société actuelle peut subsister et progresser malgré l'énorme parasitisme dont elle est victime, comme nous avons montré dans d'autres points de l'ordre du jour, cela nous permet d'affirmer que, sans diminution de la production (bien qu'une reconversion et une étude détaillée de chaque cas soient nécessaires), la richesse nécessaire pour garantir une vie confortable pour tous pourrait être créée. En supposant que disparaissent les scandaleux superflus qui constituent le luxe des exploités, elle donnerait au contraire une impulsion et un épanouissement extraordinaire à tous les aspects économiques, sociaux et culturels de la vie sociale, si elle mérite vraiment ce qualificatif. De la même façon, l'irrationalité du consumisme productiviste disparaîtra et, avec lui, la pathétique société de gaspillage. Comme l'a dit un auteur libertaire, la consommation commanderait, dans tous les cas, la production, non e contraire, comme c'est aujourd'hui le cas.

Grandes lignes de la construction communiste libertaire

Sans doute, nous ne prétendons pas déterminer aujourd'hui ce que sera l'avenir, mais seulement le préfigurer, comme nous l'avons affirmé précédemment. Le contraire serait une prétention autoritaire, en plus d'une absurdité. La responsabilité de déterminer ce que sera

l'avenir reviendra entièrement aux générations présentes lors de la transition mémorable.

Cependant, nous estimons d'une grande importance de préciser les grandes lignes ou idées-forces qui commanderont la mise en place de la nouvelle société. Ayez présent à l'esprit que l'absence de ces idées-forces bien cimentées dans toutes les grandes révolutions de l'histoire permit que leur caractère essentiellement libertaire à l'origine, fût finalement détourné vers des formes autoritaires. De manière que le dessin de ces grandes lignes puisse être utile aux futurs constructeurs qui les développeront en accord avec leurs critères propres et les valeurs et les circonstances du moment. Les critères pratiques pour la construction du Communisme libertaire sont très divers et ont évolué suivant le moment. Le rapport du Congrès de Saragosse souligna le rôle décisif de la commune comme cadre ou assise de toutes les activités humaines de base, les activités économiques incluses.

Il est incontestable, à notre avis, que la commune est le cadre dans lequel s'accomplissent toutes les fonctions vitales de la société si nous croyons que les réalités d'ordre économique et celles situées au plan des rapports humains en général doivent se situer dans une relation harmonieuse. C'est pour cette raison que nous faisons allusion à la fédération économique et à la fédération politique comme situées à un niveau de complémentarité, bien que la première se vérifie dans le cadre de la seconde.

Le champ economico-productif : l'industrie

Les éléments constitutifs dans ce domaine seraient : les unités de production de base (usine, atelier, mine, etc.), les conseils économiques locaux qui assumeraient la fonction de coordonner l'économie au niveau local ; les fédérations d'industrie au niveau régional, national et international, si nécessaire.

Il n'y a pas de doute qu'en réalisant le changement révolutionnaire et une fois abolis la propriété privée et l'Etat, le principe d'autorité et, par conséquent, les classes qui divisent les hommes en exploités et exploités, selon la résolution du Congrès de Saragosse, les travailleurs se saisiront des unités productives de base et feront l'inventaire de l'outillage et des matières premières, et des données statistiques destinées aux conseils économiques locaux.

A partir de ce moment, les centres de production créeront leurs conseils technico-administratifs, nommés en assemblée générale et restructureront en accord avec les nécessités de chaque groupe, et ultérieurement avec les nécessités locales de chaque industrie. De ces nécessités, les travailleurs déduiraient les décisions à prendre du point de vue structurel, déterminant pour chaque cas le

type et la dimension de l'unité de production, procédant à partir de critères rationnels pour réduire les structures inopérantes, comme cela se fit déjà à Barcelone pendant le processus révolutionnaire et aussi dans d'autres secteurs de l'Espagne révolutionnaire. De la même façon, il faudrait corriger le gigantisme créé par la concentration industrielle de nos jours, en décentralisant les grandes entreprises pour les adapter aux véritables besoins et aux possibilités de l'environnement, avec l'aide des progrès technologiques.

Aux niveaux régionaux et national, la fédération d'industrie remplirait les fonctions de coordination à son niveau, en résolvant les ruptures à l'intérieur de la branche d'industrie, et l'approvisionnement en matières premières. La planification industrielle par secteur se mènerait en congrès aux différents niveaux et l'on prendrait en compte aussi bien les données statistiques de l'industrie que celles fournies par les conseils économiques régionaux ou national, en relation avec la situation économique régionale et ses exigences.

Certaines branches d'activité, comme l'enseignement, les transports, la construction, la restauration et d'autres, échapperaient globalement à la planification économique, dans ses aspects relatifs à l'orbite locale ou communale qui intéressent non seulement les travailleurs, mais essentiellement les citoyens en tant que tels. Le plus probable est que chaque commune ou municipalité aurait des idées propres sur l'organisation des services déterminés tels que les transports, l'enseignement et autres.

Quant à la construction, en matière d'urbanisme, on devra prévoir que les communes prendraient soin de choisir le type de constructions ou d'habitations adaptées au cadre géographique, au caractère du paysage ou au tempérament artistique et créatif de chaque commune. Dans tous les cas, la commune déciderait, en recourant aux moyens techniques de l'organisme local de la construction. Cela offrirait la possibilité d'une moindre centralisation de cette branche d'activité et des autres ; il n'y aurait que le problème des matières premières, à résoudre dans un cadre géographique supérieur. Nous répétons que ces grandes lignes n'ont qu'une valeur indicative.

L'agriculture

Ce que l'on a dit pour les fédérations d'industrie, on peut l'affirmer pour les fédérations agricoles qui s'articuleraient à partir des unités collectivisées de base en fédérations communales et régionales. Ici, il conviendrait de procéder à une diversification du domaine agricole, comme pour l'industrie, suivant les spécialités de l'agriculture qui pourraient s'articuler en grands groupes productifs. On peut penser à une fédération nationale des céréales, une fédération des légumes, des tubercules, du vin et de la viande. On peut en dire autant pour la pêche. Il sera

peut-être utile de réunir enfin ces fédérations nationales agricoles spécialisées au niveau de fédérations régionales agricoles, constituant une confédération générale (ou nationale) agricole, comme articulation finale. Ces fédérations régionales, comme la confédération générale, seraient représentées dans les conseils économiques locaux, régionaux et nationaux (ou généraux) qui répartiraient les besoins en assistance technique, en outils et machines diverses, en engrais et produits chimiques, etc. On prendra aussi en compte les acquis de la Révolution espagnole de 1936-1939. On suppose que, dans tous les modes de culture, on supprimerait toute forme d'exploitation du travail d'autrui.

Les communes

Comme nous avons déjà dit par ailleurs, la commune est le cadre dans lequel se développent toutes les activités humaines essentielles, autant les activités économiques productives déjà décrites que les activités de relation humaine en général. C'est donc le centre de la vie de la nouvelle société.

De même que la nouvelle structure économique-productive aura comme base les travailleurs et les travailleuses et les unités productives de base, la nouvelle structuration des rapports humains en général aura comme base essentielle la personne et le noyau social primaire établi dans le quartier ou le district – par extension, la com-

mune locale (ou la municipalité libre). La commune sera l'unité de base de la vie civique et 'entité géo-sociale à partir de laquelle se structurera la grande fédération politique qui doit se substituer à l'Etat. Les communes seront autonomes et se fédéreront par cantons, régionalement ou nationalement (ou dans l'espace ibérique) pour que s'accomplissent les finalités de solidarité et de complémentarité politique et économique prévues dans la société communiste libertaire. L'union libre et volontaire, qui commence avec la personne souveraine, émancipée de toute aliénation, culmine dans la Confédération Ibérique des Communes Autonomes Libertaires (CICAL). Dans les Congrès de la Confédération, se prendront, dans la plus totale liberté, les plus importantes décisions relatives à la vie et aux intérêts de l'ensemble des communes qui composent la Confédération. Certainement, les décisions correspondantes aux questions locales ou régionales se prendront dans ce cadre puisque nous partons du concept de base d'autonomie. Bien entendu, l'autonomie dans le fédéralisme suppose la solidarité et l'appui mutuels dans les intérêts communs.

Devant une extension possible de la Révolution hors des limites de la Péninsule ibérique, il faut imaginer la structuration d'une Confédération Internationale des Communes Autonomes Libertaires, structure qui impliquerait naturellement la disparition des grandes concentrations de pouvoir que représentent aujourd'hui tous les Etats. (A suivre dans le libertaire de novembre 2023)

Palestine-Israël: Pour un réel processus de paix

Tout d'abord, aucune ambiguïté ne doit subsister : le Hamas est une organisation islamo-fasciste, religieuse et guerrière, qui a commis un effroyable massacre de civils en Israël. C'est un crime de guerre. Parler de guerre sale est un pléonasme. Il n'y a pas de guerre propre. Toute guerre est sale avec son lot de massacres, de tortures, de mutilés, de viols, de kidnapping... Tout comme Bakhmout fut un massacre planifié par les Russes en Ukraine, l'attaque meurtrière du Hamas a été planifiée de la même manière contre les Israéliens le 7 octobre 2023. Cette attaque est à condamner sans tergiverser. Quand Biden et d'autres dirigeants occidentaux parlent du droit de la guerre, c'est une vaste fumisterie. Dans la guerre, il n'y a plus de droit. C'est quand on est en période de paix qu'il faut parler de la paix. En période de guerre, la raison n'existe quasiment plus ; l'irrationnel règne.

Parallèlement, quand Tsahal bombarde des civils à Gaza, c'est aussi un crime de guerre. Quand plus de deux cents jeunes Palestiniens sont abattus en Cisjordanie par l'armée israélienne et les colons de janvier à septembre 2023, c'est aussi un crime de guerre. Et l'armée israélienne s'apprête à commettre un massacre de masse à

Gaza sous couvert de vengeance comme si tous les Palestiniens étaient des terroristes, ce qui est absolument faux et contre-productif. La punition collective est l'arme de ceux qui ne réfléchissent pas à une alternative ou n'en veulent pas. Par ailleurs, demander sous 24 heures l'évacuation de plus d'un million de Gazaouis du nord vers le sud de la bande de Gaza, c'est mission impossible, sauf à vouloir organiser un désastre humanitaire.

Les gouvernements israéliens portent une lourde responsabilité dans la situation actuelle. Depuis plus de quinze ans, la bande de Gaza est sous blocus. C'est une prison à ciel ouvert. Et qui a favorisé le Hamas dans les années 1980 contre « l'autorité palestinienne » en voulant diviser pour mieux régner ? Le monstre Hamas est maintenant hors de contrôle. De plus, le Hamas apparaît maintenant comme le fer de lance de la résistance palestinienne, ce qui promet du sang et des larmes pour toutes les parties.

Les occupations, les humiliations, les checks-points, les souffrances...des Palestiniens donnent du grain à moudre au Hamas. Aujourd'hui, Israël tente de vider à nouveau une partie de la Palestine, Gaza, de sa population. C'est une nouvelle Nakba qui se prépare. En utilisant

cette stratégie, Israël fait un pari risqué et va engendrer un terrorisme actif au sein de la population israélienne à terme. Pas de justice, pas de paix. Déjà, Israël essaie de changer la composition démographique des territoires occupés depuis des années en accélérant les processus de colonisation. Cela aussi relève du crime de guerre.

Et quand on qualifie l'adversaire de terroriste, c'est une fin de non-recevoir pour parlementer. On ne discute pas avec des terroristes surtout si ces derniers ont des otages civils, ce qui est un crime selon les conventions de Genève. Ce qui ouvre la porte grande ouverte aux massacres à venir.

Elie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France, indique que l'attaque du Hamas, organisation islamiste fanatique se conjugue avec une politique israélienne imbécile. Que finalement le Hamas a été bien utile pour laisser au tombeau « le processus de paix » et surtout ne pas le réactiver. En évitant la réhabilitation de l'Autorité palestinienne et en délaissant économiquement la bande de Gaza, tous les ingrédients de la tragédie du 7 octobre se mettaient en place. Le premier ministre israélien allié aux ultra-orthodoxes juifs et aux nationaux-religieux messianiques – la version juive du Hamas- s'est embourbé dans une remise en cause de l'Etat de droit en Israël.

L'horreur du massacre d'Israéliens le 7 octobre n'annule pas l'occupation de la Palestine et la fin de l'apartheid et vice-versa.

Reconnaître une horreur, celle de la tuerie contre des centaines de civils israéliens, n'implique pas de minimiser la politique coloniale d'Israël et inversement. Malheureusement, la tourmente ne fait que commencer.

Pourtant des solutions existent, à commencer par le confédéralisme et le municipalisme libertaire. Si tu veux la paix, prépare la paix. Si tu veux la paix, combats toutes les religions, tous les obscurantismes par la raison. La religion, c'est la guerre.

Goulago (GLJD)

Ce texte de Bookchin de 1994 est paru dans Democracy & Nature: The International Journal of Inclusive Democracy, (Vol. 2, No. 2 (numéro 5)). Traduit de l'original en anglais par Tante Akwa.

L'une des questions les plus épineuses auxquelles est confrontée la gauche (quelle qu'en soit la définition) est le rôle joué par le nationalisme dans le développement social et par les revendications populaires d'identité culturelle et de souveraineté politique. Pour la gauche du XIXe siècle, le nationalisme était avant tout considéré comme une question européenne, impliquant la conso-

Quelques mots sur les Israéliens et les Palestiniens

L'Agence Media Palestine cite ce jour (08.10.2023 à 18 h 46) :

Déclaration de Jewish Voice for Peace (Voix juives pour la Paix, États-Unis), 7 octobre 2023.

« En ce moment même, les peuples palestiniens et israéliens et tous ceux et celles d'entre nous qui ont de la famille sur le terrain craignent le pire pour nos proches. Nous pleurons les vies anéanties de ceux et celles qui ont déjà disparu, et nous [nous] engageons maintenant et toujours pour un avenir où chaque vie est reconnue comme précieuse et où tous les peuples vivront dans la liberté et la sécurité.

Après 16 ans de blocus militaire israélien, les combattants palestiniens de Gaza ont lancé un assaut sans précédent, au cours duquel des centaines d'Israéliens et d'Israéliennes ont trouvé la mort ou [ont] subi des blessures, et des civils furent pris en otage. Le gouvernement israélien a déclaré la guerre, lançant des frappes aériennes, tuant des centaines de palestiniens, hommes, femmes, et enfants, et [en] blessant des milliers, bombardant des bâtiments résidentiels et menaçant de commettre des crimes de guerre contre la population palestinienne assiégée de la bande de Gaza.

Le gouvernement israélien vient peut-être de « déclarer la guerre », mais sa guerre contre le peuple palestinien a commencé il y a plus de 75 ans. L'apartheid et l'occupation israélienne – et la complicité des États-Unis dans cette oppression – sont la source de toute cette violence. C'est le moment même où on met en route l'horloge qui façonne la réalité. »

Lire la suite de cette déclaration en date du 7 octobre dernier sur le site de l'Agence. [Media Palestine]

lisation des États-nations au cœur du capitalisme. Ce n'est que secondairement, voire pas du tout, qu'elle a été considérée comme la lutte anti-impérialiste et probablement anticapitaliste qu'elle allait devenir au XXe siècle.

Cela ne veut pas dire que la gauche du XIXe siècle favorisait les déprédations impérialistes dans le monde colonial. Au début de ce siècle, à ma connaissance, presque aucun penseur radical sérieux ne considérait comme une bénédiction les tentatives des puissances impérialistes d'étouffer les mouvements d'autodétermination dans les zones coloniales. La gauche s'est moquée et a générale-

ment dénoncé les prétentions arrogantes des puissances européennes d'apporter du « progrès » aux régions « barbares » du monde. Les vues de Marx sur l'impérialisme étaient peut-être équivoques, mais il n'a jamais manqué d'une véritable aversion pour les afflictions subies par les peuples autochtones aux mains des impérialistes. Les anarchistes, à leur tour, étaient presque invariablement hostiles à la prétention européenne d'être le phare de la civilisation pour le monde.

Cependant, même si la gauche méprisait universellement les prétentions civilisatrices des impérialistes à la fin du siècle dernier, elle considérait généralement le nationalisme comme un sujet discutable. La « question nationale », pour reprendre l'expression traditionnelle dans laquelle ces discussions étaient encadrées, a fait l'objet de sérieuses controverses, notamment en ce qui concerne la tactique. Mais de l'avis général, les gauchistes ne considéraient pas le nationalisme, qui a abouti à la création d'États-nations, comme la solution définitive à l'avenir de l'humanité dans une société collectiviste ou communiste. En fait, le seul principe sur lequel la gauche s'accordait avant la Première Guerre mondiale et l'entre-deux-guerres était la croyance en l'humanité partagée des peuples, indépendamment de leur appartenance à des groupes culturels, ethniques et de genre différents, et de leurs affinités complémentaires dans un monde libre, la société en tant qu'êtres humains rationnels dotés de capacités de coopération, volonté de partager des ressources matérielles et un fervent sentiment d'empathie. L'« Internationale », l'hymne partagé par les sociaux-démocrates, les socialistes et les anarchistes jusqu'à la révolution bolchevique et même après, se terminait par le cri émouvant : « L'« Internationale » sera le genre humain ». La gauche a mis en avant le prolétariat international comme l'agent historique du changement social moderne, non pas en raison de sa spécificité en tant que classe ou de sa particularité en tant que composante d'une société capitaliste en développement, mais en vertu de sa nécessité d'atteindre l'universalité pour abolir la société de classes, c'est-à-dire comme classe motivée par la nécessité d'éliminer l'esclavage salarié en abolissant l'esclavage en tant que tel. Le capitalisme avait porté la « question sociale » historique de l'exploitation humaine à sa forme finale et la plus avancée. "C'est le conflit final !" l'« Internationale » résonnait, avec un sentiment d'engagement universaliste.

C'était à tout le moins la perspective partagée par la gauche d'avant et de l'entre-deux-guerres, en particulier ses diverses tendances socialistes. La primauté que les anarchistes ont historiquement accordée à l'abolition de l'État, corps par excellence de coercition hiérarchique, a conduit directement à leur dénigrement de l'État-nation et du nationalisme en général, non seulement parce que le nationalisme divise les êtres humains sur le plan territorial, culturel et économique, mais parce qu'il s'inscrit dans le sillage de l'État moderne et le justifie idéologi-

quement.

Ce qui est préoccupant ici, c'est la tradition internationaliste qui a joué un rôle si prononcé à gauche du siècle dernier et dans le premier tiers de notre époque, et ses mutations jusqu'à devenir une « question » hautement problématique, notamment dans les écrits de Rosa Luxemburg et Lénine. C'est une « question » non négligeable. Il suffit de considérer la confusion totale qui l'entoure aujourd'hui, alors que le siècle touche à sa fin – alors qu'un nationalisme extrêmement intolérant bouleverse la tradition internationaliste de la gauche – pour en reconnaître l'importance. La montée des nationalismes qui exploitent les différences traditionnelles raciales, religieuses et culturelles entre les êtres humains, y compris même les différences linguistiques et quasi-tribales les plus insignifiantes, un retour à une époque où le nombre de doigts avec lesquels les gens faisaient le signe de croix déterminait si eux et leurs voisins s'étriperait dans des conflits sanglants, comme le notait Nikos Kazantzakis dans *Zorba le Grec*.

Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que la gauche n'a pas toujours considéré le nationalisme comme une revendication régressive. La gauche moderne, telle qu'elle est aujourd'hui, adopte trop souvent sans esprit critique le slogan de « libération nationale », un slogan qui a résonné dans ses rangs sans égard à l'idéal fondamental exprimé dans « l'Internationale ». Les appels à une « identité » tribale accentuent avec force les caractéristiques particulières d'un groupe pour gagner des électeurs, un effort qui nie l'esprit de « l'Internationale » et l'internationalisme traditionnel de la gauche. Le sens même du nationalisme et la nature de sa relation avec l'étatisme soulèvent des questions, surtout aujourd'hui, pour lesquelles la gauche est dépourvue d'idées autres que les appels à la « libération nationale ».

Si les gauchistes d'aujourd'hui perdent tout souvenir viable d'une gauche internationaliste antérieure, sans parler de l'émergence historique de l'humanité de son origine animale, de son développement millénaire à partir de faits biologiques comme l'origine ethnique, le sexe et les différences d'âge vers de véritables affinités sociales, fondées sur la citoyenneté, l'égalité et un sens universaliste d'une humanité commune : le grand rôle attribué à la raison par les Lumières pourrait bien être sérieusement mis en doute. Sans une forme d'association humaine capable de résister et, espérons-le, d'aller au-delà du nationalisme dans toutes ses variantes populaires - qu'il prenne la forme d'une gauche reconstituée, d'une nouvelle politique, d'un libéralisme social, d'un humanisme renouvelé, une éthique de complémentarité – alors tout ce que nous pouvons légitimement appeler civilisation, et même l'esprit humain lui-même, pourrait bien disparaître bien avant que nous soyons submergés par une guerre nucléaire, des crises écologiques crois-

santes ou, plus généralement, une barbarie culturelle. Ainsi, au vu du nationalisme croissant d'aujourd'hui, peu d'efforts pourraient être plus importants que d'examiner la nature du nationalisme et de comprendre la soi-disant « question nationale » telle que la gauche sous ses diverses formes l'a interprétée au fil des ans, une barbarie culturelle comparable uniquement aux périodes les plus destructrices de l'histoire.

Un aperçu historique

Le niveau de développement humain peut être largement mesuré par la mesure dans laquelle les individus reconnaissent leur unité commune. En fait, la liberté personnelle consiste en grande partie dans notre capacité à choisir des amis, des partenaires, des associés, etc., sans tenir compte de leurs différences biologiques. Ce qui nous rend humains, outre notre capacité à raisonner à un haut niveau de généralisation, à nous associer au sein d'institutions sociales changeantes, à travailler en coopération et à développer un système de communication hautement symbolique, c'est une connaissance partagée de notre humanité. Les paroles mémorables de Goethe, si caractéristiques de l'esprit des Lumières, persistent encore comme critère de notre humanité : « Il existe un degré de culture dans lequel la haine nationale disparaît et dans laquelle on se situe dans une certaine mesure au-dessus des nations et ressent le bien et le mal d'une nation voisine comme si cela était arrivé à soi-même »¹.

Si Goethe a établi ici une norme d'humanité authentique – et on peut sûrement exiger des êtres humains plus que de l'empathie pour son « propre peuple » – l'humanité primitive était moins qu'humaine selon cette norme. Bien qu'un élément fou du mouvement environnemental actuel appelle à un « retour à une spiritualité du Pléistocène », il est fort probable qu'ils auraient trouvé cette « spiritualité » très décourageante en réalité. Aux époques préhistoriques, probablement marquées par l'organisation sociale des bandes et des tribus, les êtres humains étaient, « spirituellement » ou non, d'abord membres d'une famille immédiate, ensuite membres d'une bande, puis finalement membres d'une tribu. Ce qui déterminait l'appartenance à quelque chose au-delà d'un groupe familial spécifique était une extension du lien de parenté : les membres d'une tribu donnée étaient socialement liés les uns aux autres par des liens de sang réels ou fictifs. Ce « serment de sang », ainsi que d'autres « faits biologiques » tels que le sexe et l'âge, définissent les droits, les obligations et même l'identité dans la société tribale.

En outre, de nombreuses bandes ou groupes tribaux (peut-être la plupart) considéraient comme humains uniquement ceux qui partageaient le « serment de sang » avec eux-mêmes. En fait, une tribu se désignait souvent elle-même comme « le peuple », nom qui exprimait son

droit exclusif sur l'humanité. D'autres personnes, qui se trouvaient en dehors du cercle magique des liens de sang réels ou mythiques d'une tribu, étaient des « étrangers » et donc, dans un certain sens, n'étaient pas des êtres humains. Le « serment du sang » et l'utilisation du nom « le peuple » pour se désigner opposaient souvent une tribu à d'autres qui revendiquaient la même prétention exclusive d'être humaines et d'être « le peuple », même parmi les peuples qui partageaient des langues communes, traits de caractère et cultures.

En fait, la société tribale était extrêmement prudente à l'égard de quiconque n'était pas l'un de ses propres membres. Dans de nombreuses régions, avant qu'un étranger puisse franchir une frontière territoriale, il devait attendre docilement et patiemment l'invitation d'un ancien ou d'un chaman de la tribu revendiquant le territoire avant de continuer. Sans l'hospitalité, généralement conçue comme une vertu quasi religieuse, tout étranger risquait sa vie sur le territoire d'une tribu, de sorte que le logement et la nourriture étaient souvent précédés d'actes rituels de confiance ou de bonne volonté. La poignée de main moderne est peut-être à l'origine une expression symbolique selon laquelle la main droite était exempte d'armes.

La guerre était endémique parmi nos ancêtres préhistoriques et dans les communautés autochtones ultérieures, malgré le statut élevé, presque sectaire, dont jouissent aujourd'hui les « aborigènes écologiques » apparemment pacifiques parmi les Euro-Américains blancs de la classe moyenne. Lorsque des groupes en quête de nourriture chassaient excessivement leurs proies sur leur territoire habituel, comme c'était souvent le cas, ils étaient généralement plus que disposés à envahir la zone d'un groupe voisin et à revendiquer ses ressources pour eux-mêmes. Généralement, après l'émergence des confréries guerrières, la guerre a acquis des attributs culturels aussi bien qu'économiques, de sorte que les vainqueurs ne se sont plus limités à vaincre leurs « ennemis » réels ou choisis, mais les ont pratiquement exterminés.

L'essor de la cité antique, qu'elle soit démocratique comme à Athènes ou républicaine comme à Rome, marque une situation sociale radicalement nouvelle. Contrairement aux individus axés sur la famille et la paroisse qui constituaient le monde tribal et villageois, les villes occidentales étaient désormais de plus en plus structurées autour de la proximité résidentielle et des intérêts économiques partagés. Une « seconde nature », comme l'appelait Cicéron. Étymologiquement, « politique » dérive du grec politika, qui fait référence à des citoyens activement impliqués qui forment les politiques d'une communauté et, dans la plupart des cas, les exécutent régulièrement dans le cadre du service public. Même si la citoyenneté formelle était requise pour participer à cette politique, l'Athènes démocratique a célébré son ouverture aux visiteurs, en

¹ Goethe, cité dans Bertram D. Wolfe, *Trois qui ont fait une révolution : une histoire biographique*, 3e rév. éd. (New York : The Dial Press, 1961), p. 578.

particulier aux artisans qualifiés et aux marchands avertis d'autres communautés ethniques. Dans sa célèbre oraison funèbre, Périclès déclara : « Nous ouvrons notre ville au monde et jamais, par des actes étranges, nous n'excluons les étrangers de toute possibilité d'apprendre ou d'observer, même si les yeux d'un ennemi peuvent occasionnellement bénéficier de notre libéralité, faisant moins confiance au système politique qu'à l'esprit indigène de nos citoyens ; tandis que, dans l'éducation, dès le berceau, par une discipline douloureuse, nous recherchons la virilité [à Sparte], à Athènes nous vivons exactement comme bon nous semble et pourtant nous sommes également prêts à affronter tous les dangers légitimes »²

À l'époque de Périclès, la libéralité athénienne était sans doute encore limitée par une notion largement fictive de l'ascendance commune de ses citoyens, quoique moins qu'auparavant. Mais il est difficile d'ignorer le fait que le chef-d'œuvre dialectique de Platon, *La République*, se déroule sous forme de dialogue dans la maison de Céphale, dont la famille était composée d'étrangers vivant au Pirée, la zone portuaire d'Athènes où vivaient la plupart des étrangers. Cependant, dans le dialogue lui-même, l'échange entre citoyen et étranger n'est pas entravé par des considérations de statut.

Au fil du temps, l'empereur romain Caracalla a fait de tous les hommes libres de l'Empire des « citoyens » de Rome bénéficiant de droits égaux, universalisant ainsi les relations humaines malgré les différences de langue, d'origine ethnique, de tradition et de lieu de résidence. Le christianisme, malgré tous ses défauts, célébrait l'égalité des âmes de tous les peuples aux yeux de la divinité, un « égalitarisme » céleste qui, en combinaison avec des villes médiévales ouvertes, éliminait théoriquement les derniers attributs d'ascendance, d'ethnicité et de tradition qui divisaient les êtres humains les uns des autres..

Dans la pratique, il va sans dire que ces attributs persistaient encore et plusieurs villes maintenaient une loyauté paroissiale envers leurs villages, villes et même cités, allant à l'encontre des idéaux romains tenus et particulièrement chrétiens d'une humanitas universelle. Le monde médiéval unifié était légalement fragmenté en d'innombrables souverainetés baronniales et aristocratiques qui localisaient les engagements populaires locaux envers un seigneur ou un lieu donné, opposant souvent les peuples culturellement et éthiquement liés les uns aux autres dans d'autres domaines. L'Église catholique s'est opposée à ces souverainetés paroissiales, non seulement pour des raisons doctrinales mais aussi afin d'étendre l'autorité papale sur la chrétienté dans son ensemble. Quant au pouvoir laïc, des monarques malavisés mais forts comme Henri II d'Angleterre ont tenté d'imposer la « paix du roi » sur de vastes zones territoriales, soumettant les nobles en guerre avec plus ou moins de succès. Ainsi, le pape et le roi ont travaillé ensemble pour réduire le provincia-

² Thucydide, *La Guerre du Péloponnèse*, livre 2, chapitre 4.

lisme.

Cependant, les vrais citoyens étaient profondément impliqués dans l'activité politique classique dans de nombreuses régions d'Europe au Moyen Âge. Les bourgeois des démocraties urbaines médiévales étaient essentiellement des maîtres artisans. Les tâches de leurs guildes, ou fraternités professionnelles richement articulées, n'étaient pas moins morales qu'économiques ; en fait, ils constituaient la base structurelle d'une véritable économie morale. Les guildes ne se contentaient pas de « surveiller » les marchés locaux, de fixer des « prix équitables » et de garantir que la qualité des produits de leurs membres était élevée. Ils participaient aux fêtes civiques et religieuses en tant qu'entités distinctes avec leurs propres bannières, contribuaient au financement et à la construction d'édifices publics, veillaient au bien-être des familles des membres décédés. Ils collectaient des fonds pour des œuvres caritatives et participaient en tant que miliciens à la défense de la communauté dont ils faisaient partie. Leurs villes, au mieux, accordaient la liberté aux serfs fugitifs, assuraient la sécurité des voyageurs et défendaient fermement leurs libertés civiques. La différenciation éventuelle des populations urbaines entre riches et pauvres, puissants et impuissants, et « nationalistes » qui ont soutenu la monarchie contre une noblesse prédatrice, constitue un drame complexe qui ne peut être discuté ici.

À diverses époques et lieux, certaines villes ont créé des formes d'association qui n'étaient ni des nations ni des baronnies paroissiales. Il s'agissait de confédérations interurbaines qui duraient des siècles, comme la Ligue hanséatique ; des confédérations cantonales comme celle de la Suisse ; et plus brièvement, les tentatives de création de confédérations de villes libres telles que le mouvement comunero espagnol du début du XVI^e siècle. Ce n'est qu'au XVII^e siècle – en particulier sous Cromwell en Angleterre et sous Louis XIV en France – que les centralisateurs, sous une forme ou une autre, ont finalement commencé à forger des nations durables en Europe.

Permettez-moi de souligner que les États-nations sont des États, pas seulement les nations. Les établir signifie accorder le pouvoir à un appareil bureaucratique, professionnel et centralisé qui exerce un monopole social sur la violence organisée, notamment sous la forme de ses armées et de sa police. L'État préempte l'autonomie des localités et des provinces par l'intermédiaire de son exécutif tout-puissant et, dans les États républicains, de son pouvoir législatif, dont les membres sont élus ou nommés pour représenter un nombre fixe d'« électeurs ». Le citoyen d'une localité autogérée se fond dans une agrégation anonyme d'individus qui paient un montant d'impôts suffisant et reçoivent des « services » de l'État. La « politique » dans l'État-nation devient un ensemble de relations d'échange dans lesquelles les électeurs

tentent généralement d'obtenir ce pour quoi ils paient sur un marché « politique » de biens et de services. Le nationalisme en tant que forme de tribalisme, en termes généraux, renforce l'État en lui apportant la loyauté d'un peuple partageant des affinités linguistiques, ethniques et culturelles. En fait, cela légitime l'État en lui donnant une base de points communs biologiques et traditionnels apparemment complets entre les peuples. Ce ne sont pas les Anglais qui ont créé l'Angleterre, mais les monarques anglais et les dirigeants centralisateurs, tout comme ce sont les rois de France et leurs bureaucraties qui ont forgé la nation française. Le nationalisme en tant que forme de tribalisme, en termes généraux, renforce l'État en lui apportant la loyauté d'un peuple partageant des affinités linguistiques, ethniques et culturelles

En fait, jusqu'à ce que la construction d'un État commence à prendre une nouvelle vigueur au XVe siècle, les États-nations en Europe restaient une nouveauté. Même lorsqu'une autorité centralisée basée au minimum sur une communauté linguistique a commencé à encourager le nationalisme dans toute l'Europe occidentale et aux États-Unis, le nationalisme a connu un sort très douteux. Le confédéralisme est resté une alternative viable à l'État-nation jusque dans la seconde moitié du siècle dernier. Pas plus tard qu'en 1871, la Commune de Paris appelait toutes les communes de France à former un double pouvoir confédéral en opposition à la Troisième République nouvellement créée. En fin de compte, l'État-nation a gagné dans ce conflit complexe et, en fait, l'étatisme était fermement lié au nationalisme.

Le nationalisme et la gauche

Les théoriciens radicaux et les militants de gauche ont abordé de manières très différentes la multitude de problèmes historiques et éthiques que le nationalisme soulevait en ce qui concerne les efforts visant à construire une société communiste et coopérative. Historiquement, les premières tentatives de la gauche pour explorer le nationalisme comme un problème qui fait obstacle à l'avènement d'une société libre et juste est venue de divers théoriciens anarchistes. Pierre-Joseph Proudhon semble n'avoir jamais remis en cause l'idéal de solidarité humaine, même s'il n'a jamais nié le droit d'un peuple à la singularité culturelle et même à se séparer de toute forme de « contrat social », pour peu qu'il soit sûr que les droits de personne d'autre n'ont été violés. Bien que Proudhon détestait l'esclavage – il observait sarcastiquement que le Sud-américain « avec la Bible en main cultive l'esclavage », tandis que le Nord-américain « est déjà en train de créer un prolétariat »³ – il accorda formellement à la Confédération le droit de se retirer de l'Union pendant la guerre civile de 1861-1865.

3 Pierre-Joseph Proudhon, lettre à Dulieu, 30 décembre 1860 ; dans Correspondance, vol. 10, p. 275. ; republié dans Stewart Edwards, éd., Selected Writings of Pierre-Joseph Proudhon, trans. Elizabeth Frazer (Garden City, New York : Anchor Books, 1969), p. 185.

Plus généralement, les opinions confédéralistes et mutualistes de Proudhon l'ont amené à s'opposer aux mouvements nationalistes en Pologne, en Hongrie et en Italie. Ses idées antinationalistes étaient quelque peu diluées par son propre francophilisme, comme le nota plus tard le socialiste français Jean Jaurès. Proudhon craignait la formation d'États-nations forts aux frontières françaises ou à proximité. Mais il était aussi, à sa manière, un produit des Lumières. En 1862, il déclarait : « Je ne placerai jamais le dévouement à mon pays avant les droits de l'homme. Si le gouvernement français se comporte injustement envers un peuple, cela m'attriste profondément et je proteste par tous les moyens possibles. Si la France est punie pour les méfaits de ses dirigeants, je baisse la tête et je dis du plus profond de mon âme: « Merito haec patimur » : « Nous avons mérité ces maux »⁴.

Malgré son chauvinisme gaulois, les « droits de l'homme » restent au premier plan dans l'esprit de Proudhon ; Il n'ignorait pas non plus que l'Inde et la Chine étaient, selon ses mots, « à la merci des barbares »⁵. Il écrit à Herzen : « Pensez-vous que ce soit l'égoïsme français, la haine de la liberté, le mépris des Polonais et des Italiens qui me font me moquer et me méfier de ce mot commun, «nationalité », qui est si largement utilisé et qui fait que tant de scélérats et tant de beaucoup d'honnêtes citoyens disent tant de bêtises ? Pour l'amour de Dieu... ne soyez pas offensé si facilement. Si vous le faites, je devrai vous dire ce que je dis depuis six mois à propos de votre ami Garibaldi : « Avec un grand cœur, mais pas de cerveau »⁶

L'internationalisme de Mikhaïl Bakounine était aussi catégorique que celui de Proudhon, même si ses vues étaient également marquées par une certaine ambiguïté. « Seul ce qui est universel et commun à tous les hommes peut être considéré comme un principe humain », écrivait-il dans sa veine internationaliste ; « et la nationalité sépare les hommes, elle n'est donc pas un principe. »⁷ En effet, « il n'y a rien de plus absurde et en même temps de plus nuisible, de plus meurtrier pour le peuple que de défendre le principe fictif de la nationalité comme idéal de toutes les aspirations du peuple ». Ce qui comptait finalement pour Bakounine, c'était que « la nationalité n'est pas un principe humain universel ». Plus encore : « Il faudrait placer la justice humaine et universelle au-dessus de tous les intérêts nationaux. Et nous devrions abandonner une fois pour toutes le faux principe de na-

4 Pierre-Joseph Proudhon, La Fédération et l'unité en Italie (1862), pp. 122-25, dans Edwards, Écrits sélectionnés, pp. 188-89.

5 Proudhon, Lettre de Dulieu, 30 décembre 1860, dans Correspondance, vol. 10 (Paris, 1875), p. 275-76 ; republié dans Edwards, Selected Writings, p. 185.

6 Proudhon, lettre à Alexandre Herzen, 21 avril 1861, dans Correspondance, vol. 11, p. 22-24 ; dans Edwards, Écrits sélectionnés, p. 191.

7 Toutes les citations de Bakounine proviennent de P. Maximoff, éd., The Political Philosophy of Bakounine: Scientific Anarchism (New York : Free Press of Glencoe ; Londres : Collier-Macmillan Ltd., 1953), pp. 324-35 ; c'est moi qui souligne.

tionnalité, récemment inventé par les despotes de France, de Russie et de Prusse pour écraser le principe souverain de liberté.

Cependant, Bakounine a également déclaré que la nationalité « est un fait historique et local qui, comme tous les faits réels et inoffensifs, a le droit de prétendre à une acceptation générale ». Non seulement cela, mais c'est un « fait naturel » qui mérite le « respect ». Il est possible que ce soient ses penchants rhétoriques qui l'ont amené à se déclarer « toujours sincèrement le patriote de toutes les patries opprimées ». Mais il a soutenu que le droit de chaque nationalité « de vivre selon sa nature propre » doit être respecté, puisque ce « droit » n'est « que le corollaire du principe général de liberté ».

La subtilité des observations de Bakounine ne doit pas être négligée au milieu de cette apparente contradiction. Il a défini un principe général qui est humain, résumé ou partiellement violé par des faits sociaux ou « biologiques » qui, pour le meilleur ou pour le pire, doivent être tenus pour acquis. Être nationaliste, c'est être moins qu'humain, mais c'est également inévitable dans la mesure où les individus sont le produit de traditions culturelles, d'environnements et d'états d'esprit distincts. Le simple fait de « nationalité » est éclipsé par le principe universel supérieur selon lequel les individus se reconnaissent comme membres de la même espèce et cherchent à favoriser leurs points communs plutôt que leurs distinctions « nationales ».

Ces principes humanistes devaient être pris très au sérieux par les anarchistes en général et, étonnamment, par le plus grand mouvement anarchiste des temps modernes, les anarchistes espagnols. Du début des années 1880 jusqu'à la sanglante guerre civile de 1936-1939, le mouvement anarchiste espagnol s'est opposé non seulement à l'étatisme et au nationalisme, mais même au régionalisme sous toutes ses formes. Malgré leur énorme nombre de partisans catalans, les anarchistes espagnols ont constamment élevé le principe humain supérieur de libération sociale au-dessus de la libération nationale et se sont opposés aux tendances nationalistes en Espagne qui divisaient si souvent les Basques, les Catalans, les Andalous et les Galiciens entre eux et en particulier des Castillans, qui aimaient une suprématie culturelle sur les minorités du pays.

Avant 1914, les marxistes et la Deuxième Internationale avaient généralement des convictions similaires, malgré l'épanouissement du nationalisme au XIXe siècle. Du point de vue de Marx et d'Engels, le prolétariat du monde n'avait pas de patrie. Authentiquement unifiée en tant que classe, elle était destinée à abolir toutes les formes de société de classes. Le Manifeste communiste se termine par cet appel retentissant : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! » Dans le corps de l'ouvrage

(que Bakounine a traduit en russe), les auteurs déclarent : « Dans les luttes nationales des prolétaires de différents pays, [les communistes] soulignent et mettent en avant les intérêts communs de l'ensemble du prolétariat, quelle que soit sa nationalité. »⁸ Et encore : « Les travailleurs n'ont pas de patrie. Nous ne pouvons pas leur enlever ce qu'ils n'ont pas »⁹.

Le soutien que Marx et Engels ont apporté aux luttes de « libération nationale » était essentiellement stratégique, découlant principalement de leurs préoccupations géopolitiques et économiques plutôt que de grands principes sociaux. Ils ont défendu vigoureusement l'indépendance de la Pologne vis-à-vis de la Russie, par exemple, parce qu'ils voulaient affaiblir l'empire russe, qui était à son époque la puissance contre-révolutionnaire suprême sur le continent européen. Et ils voulaient voir une Allemagne unie parce qu'un État-nation puissant et centralisé fournirait ce qu'Engels, dans une lettre à Karl Kautsky en 1882, appelait « la constitution politique normale de la bourgeoisie européenne ».

Cependant, les similitudes manifestes entre la rhétorique internationaliste de Marx et d'Engels dans le Manifeste du Parti communiste et l'internationalisme des théoriciens et des mouvements anarchistes obscurcissent les différences importantes entre ces deux formes de socialisme, différences qui devaient jouer un rôle important dans les débats qui les séparaient, eux. Les anarchistes étaient dans tous les sens des socialistes éthiques qui défendaient les principes universels de « fraternité humaine »¹⁰, principes que le « socialisme scientifique » de Marx méprisait comme de simples « abstractions ». Plus tard, même lorsqu'ils parlèrent largement de la liberté et des opprimés, Marx et Engels considérèrent l'utilisation de mots apparemment « inexacts » comme « ouvriers » comme constituant un rejet implicite du socialisme en tant que « science ». Au lieu de cela, ils ont préféré ce qu'ils considéraient comme le terme de prolétariat, plus rigoureux sur le plan scientifique, qui faisait spécifiquement référence à ceux qui génèrent de la plus-value.

En effet, contrairement aux théoriciens anarchistes tels que Proudhon, qui considéraient l'expansion du capitalisme et la prolétarisation de la paysannerie et des artisans préindustriels comme un désastre, Marx et Engels ont accueilli avec enthousiasme ces avancées, ainsi que la formation de grands États-nations centralisés dans lesquelles économies de marché pourraient prospérer. Ils les considéraient non seulement comme des souhaits pour favoriser le développement économique mais, en promouvant le capitalisme, comme indispensables pour créer les conditions préalables au socialisme. Malgré leur

8 Karl Marx et Friedrich Engels, « Manifeste du Parti communiste », Œuvres choisies, vol. 1 (Moscou : Progress Publishers, 1969), p. 120.

9 Ibid., p. 124.

10 Bien que ces mots soient genrés (produit de l'époque à laquelle vivait Bakounine), ils doivent évidemment être interprétés comme faisant référence à l'humain en général.

soutien à l'internationalisme prolétarien, ils ont abrogé ce qu'ils considéraient comme des dénonciations « abs-traites » du nationalisme en tant que tel ou alors ils les considéraient comme simplement « moralistes ». Même si l'internationalisme au nom de la solidarité de classe restait un souhait de Marx et Engels, leur point de vue était implicitement en contradiction avec leur engage-ment en faveur de l'expansion économique capitaliste et avec la nécessité, au siècle dernier, d'États-nations cen-tralisés. Ils soutenaient que l'État-nation était bon ou mauvais dans la mesure où il favorisait ou inhibait l'ex-pansion du capital, le progrès des « forces productives » et la prolétarianisation des peuples préindustriels. En prin-cipe, ils considéraient avec méfiance les sentiments na-tionalistes des Indiens, des Chinois, des Africains et du reste du monde non capitaliste, dont les formes sociales précapitalistes pouvaient entraver l'expansion capitaliste. Ironiquement, l'Irlande semble avoir été une exception à cette approche. Marx, Engels et le mouvement marxiste dans son ensemble reconnaissaient le droit des Irlandais à la libération nationale en grande partie pour des rai-sons sentimentales et parce que cela poserait des pro-blèmes à l'impérialisme anglais, qui contrôlait le marché mondial. En général, jusqu'à ce qu'une société socialiste puisse être réalisée, les marxistes considéraient la forma-tion de grands États-nations de plus en plus centralisés en Europe comme étant « historiquement progressiste ».

Compte tenu de leur géopolitique instrumentale, il n'est pas surprenant qu'au fil des années, Marx et Engels aient essentiellement soutenu les tentatives de Bismarck d'uni-fier l'Allemagne. À mon avis, son dégoût exprimé pour les méthodes de Bismarck et pour la noblesse terrienne dont il défendait les intérêts ne devrait pas être pris trop au sérieux. Ils auraient salué l'annexion du Danemark par l'Allemagne et appelé à l'incorporation des petites nationalités européennes, comme les Tchèques et les Slaves en général, dans une Autriche-Hongrie centrali-sée, ainsi qu'à l'unification de l'Italie en un État-nation pour élargir le terrain du marché et la souveraineté du capitalisme sur le continent européen.

Il n'est pas non plus surprenant que Marx et Engels aient soutenu les armées de Bismarck lors de la guerre franco-prussienne de 1870, malgré l'opposition de leurs plus proches partisans du Parti social-démocrate alle-mand, Wilhelm Liebknecht et August Bebel, au moins au point que ces armées franchissent la frontière. La frontière française a entouré Paris en 1871. Ironique-ment, les propres arguments de Marx et Engels ont été invoqués par les marxistes européens qui se sont séparés de leurs camarades pacifistes pour soutenir leurs efforts militaires nationaux respectifs lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale. Les sociaux-démocrates allemands pro-guerre ont soutenu le Kaiser comme rempart contre la barbarie « asiatique » russe – apparemment en accord avec les propres vues de Marx et Engels,

tandis que les socialistes français (ainsi que Kropotkine en Grande-Bretagne et plus tard en Russie) invoquaient la tradition de la Grande Guerre de leur pays. Révolution contre le « militarisme prussien ».

Malgré de nombreuses affirmations largement répandues selon lesquelles Rosa Luxemburg était plus une anarchiste qu'une marxiste engagée, elle s'opposait en fait vigoureusement aux motivations des formes anarchiques du socialisme et était plus une marxiste doc-trinaire qu'on ne le croit généralement. Son opposition au nationalisme polonais et au Parti socialiste polonais de Pilsudski (qui réclamait l'indépendance nationale de la Pologne), ainsi que son hostilité au nationalisme en général, aussi admirable et courageux soit-il, ne reposaient pas principalement sur une croyance anarchiste en la « fraternité » de l'homme, mais dans les arguments marxistes traditionnels, c'est-à-dire une extension du désir de Marx et Engels de marchés unifiés et d'États centralisés aux dépens des nationalités d'Europe de l'Est, bien qu'avec une nouvelle tournure.

Au début du siècle, de nouvelles considérations sont apparues qui ont amené Luxemburg à modifier sa posi-tion. Comme de nombreux théoriciens sociaux-démoc-rates de l'époque, Luxemburg partageait la conviction que le capitalisme était passé d'une phase progressiste à une phase largement réactionnaire. Le capitalisme, qui n'était plus un ordre économique historiquement pro-gressiste, était désormais réactionnaire parce qu'il avait rempli sa fonction « historique » de progrès technolo-gique et probablement de production d'un prolétariat conscient de classe, voire révolutionnaire. Lénine a sys-tématisé cette conclusion dans son célèbre ouvrage L'Im-périalisme : la phase supérieure du capitalisme.

Ainsi, Lénine et Luxemburg ont logiquement dénoncé la Première Guerre mondiale comme étant impérialiste et ont rompu avec tous les socialistes qui soutenaient l'Entente et les Pouvoirs centraux, les ridiculisant en les traitant de « sociaux-patriotes ». Là où Lénine différait sensiblement de Luxemburg (outre la fameuse question de son soutien à une organisation centralisée du parti), c'était la manière dont, d'un point de vue strictement « réaliste », la « question nationale » pouvait être utilisée contre le capitalisme à l'ère de l'impérialisme. Pour Lé-nine, les luttes nationales des pays colonisés économi-quement sous-développés pour se libérer des puissances coloniales, y compris la Russie tsariste, étaient désormais intrinsèquement progressistes dans la mesure où elles servaient à saper le système politique, le pouvoir du capi-tal. Autrement dit, le soutien de Lénine aux luttes de libé-ration nationale n'était pas moins pragmatique que celui d'autres marxistes, y compris Luxemburg elle-même. Pour la Russie impérialiste, qualifiée à juste titre de « pri-son des nations », Lénine a défendu le droit incondi-tionnel des peuples non russes à faire sécession dans toutes

les conditions et à former leurs propres États-nations. D'un autre côté, affirmait-il, les sociaux-démocrates non russes des pays colonisés par la Russie seraient contraints de défendre une sorte d'union fédérale avec la « patrie » si les sociaux-démocrates russes parvenaient à réaliser une révolution prolétarienne.

Ainsi, bien que les prémisses de Lénine et de Luxembourg soient très similaires, les deux marxistes sont parvenus à des conclusions radicalement différentes sur la « question nationale » et sur la manière correcte de la résoudre. Lénine revendiquait le droit de la Pologne à établir son propre État-nation, tandis que le Luxembourg s'y opposait, le qualifiant de non viable économiquement et de régressif. Lénine partageait le soutien de Marx et d'Engels à l'indépendance de la Pologne, bien que pour des raisons très différentes, mais tout aussi pragmatiques. Il n'a pas réussi à honorer sa propre position sur le droit à la sécession pendant la guerre civile russe, de manière plus flagrante dans ses relations avec la Géorgie, une nation très différente qui avait soutenu les mencheviks jusqu'à ce que le régime soviétique l'oblige à accepter une variante interne du bolchevisme. Seulement dans les dernières années de sa vie, parti géorgien à celui russe, « un conflit majoritairement interne au parti qui inquiétait peu la population géorgienne pro-menchevik ». Lénine n'a pas vécu assez longtemps pour impliquer Staline dans cette politique et ces pratiques organisationnelles (et dans d'autres).

Deux approches de la question nationale

Les discussions marxistes et marxistes-léninistes sur la « question nationale » après la Première Guerre mondiale ont ainsi produit un héritage très complexe qui a affecté non seulement la politique de la vieille gauche des années 1920 et 1930, mais aussi celle de la nouvelle gauche des années 1960. Ce qu'il est important de clarifier ici, ce sont les prémisses radicalement différentes à partir desquelles les anarchistes et les marxistes considéraient le nationalisme en général. L'anarchisme en général, à part certaines de ses variantes, avançait des raisons humanistes, fondamentalement éthiques, pour s'opposer aux États-nations qui promouvaient le nationalisme. Les anarchistes l'ont fait, pour être plus précis, parce que les distinctions nationales avaient tendance à conduire à la formation d'un État et à renverser l'unité de l'humanité, à provincialiser la société et à favoriser les particularités culturelles plutôt que l'universalité de la condition humaine. Le marxisme, en tant que « science socialiste », évitait de telles « abstractions » éthiques.

Contrairement à l'opposition anarchiste à l'État et à la centralisation, les marxistes soutenaient non seulement un État centralisé, mais insistaient sur la nature « historiquement progressiste » du capitalisme et d'une économie de marché, qui nécessitaient des États-nations centralisés tels que les marchés intérieurs et comme moyen d'éliminer toutes les barrières internes au commerce créées par les souverainetés locales et régionales. Les marxistes considéraient généralement les aspirations nationales des peuples opprimés comme des questions de stratégie politique devant être soutenues ou rejetées par des considérations strictement pragmatiques, indépendamment d'une éthique plus large.

Ainsi, deux approches distinctes du nationalisme ont émergé au sein de la gauche. L'antinationalisme éthique des anarchistes défendait l'unité de l'humanité, en tenant dûment compte des distinctions culturelles, mais en totale opposition avec la formation d'États-nations ; tandis que les marxistes soutenaient ou s'opposaient aux revendications nationalistes de cultures largement précapitalistes pour diverses raisons pragmatiques et géopolitiques. Cette distinction n'est pas censée être définitive. Les socialistes de l'Autriche-Hongrie d'avant la Première Guerre mondiale étaient fortement multinationaux en raison de la diversité des peuples qui composaient l'empire d'avant-guerre. Ils appelaient à une relation confédérale entre les dirigeants de l'empire germanophone et ses membres en grande partie slaves, c'était proche d'une vision anarchiste. Nous ne saurons jamais s'ils auraient mieux honoré leurs propres idéaux dans la pratique que Lénine n'avait adhéré à ses propres prescriptions une fois qu'une « révolution prolétarienne » avait effectivement réussi. L'empire originel avait disparu en 1918, et le libertarianisme apparent du « marxisme austro-hongrois », comme on l'appelait, est devenu sans objet pendant l'entre-deux-guerres. A leur honneur, je dois ajouter qu'en février 1934 à Vienne, les socialistes autrichiens, contrairement à tout autre mouvement hormis le mouvement espagnol, ont résisté aux développements proto-fascistes par des combats de rue sanglants ; le mouvement n'a jamais retrouvé son élan révolutionnaire après sa restauration en 1945.

A suivre dans le Libertaire de Novembre 2023



Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com